



# Assemblée générale

Distr. limitée  
29 octobre 2018  
Français  
Original : anglais

## Soixante-treizième session

### Deuxième Commission

Point 20 k) de l'ordre du jour

#### **Développement durable : le rôle de la communauté internationale dans la prévention des risques radiologiques en Asie centrale**

**Canada, Kazakhstan, Kirghizistan, Mongolie, Norvège, Ouzbékistan, Singapour, Tadjikistan et Turkménistan : projet de résolution**

### **Le rôle de la communauté internationale dans la prévention des risques radiologiques en Asie centrale**

*L'Assemblée générale,*

*Réaffirmant* les dispositions de sa résolution [68/218](#) du 20 décembre 2013,

*Tenant compte* des conclusions du forum international de haut niveau intitulé « Résidus d'uranium en Asie centrale : problèmes locaux, conséquences régionales, solution mondiale », tenu à Genève le 29 juin 2009,

*Tenant compte également* des conclusions de la conférence internationale intitulée « Résidus d'uranium en Asie centrale : efforts conjoints de réduction des risques », tenue à Bichkek les 24 et 25 octobre 2012,

*Tenant compte en outre* des résultats de la manifestation de haut niveau sur les dangers associés aux anciennes activités d'extraction d'uranium menées en Asie centrale, qui a été organisée à l'initiative du Gouvernement kirghize et de l'Union européenne à New York, le 20 septembre 2017, en marge de sa soixante-douzième session,

*Tenant compte* du fait que les États d'Asie centrale continuent d'œuvrer à la remise en état des anciennes installations d'extraction d'uranium dans la région,

*Tenant compte également* du rôle que joue la communauté internationale des donateurs en aidant les États d'Asie centrale à régler ces problèmes aux niveaux bilatéral et multilatéral,

*Tenant compte en outre* de la nécessité d'adopter une approche stratégique et concertée lors de l'élaboration et de l'exécution des programmes visant à remédier aux problèmes liés aux résidus d'uranium en Asie centrale,

*Tenant compte* des efforts entrepris en vue de la remédiation des bassins de résidus d'uranium en Asie centrale et de la mise en œuvre des projets menés dans le



cadre du programme international ciblé de la Communauté d'États indépendants intitulé « Remédiation des territoires nationaux pollués par les activités d'extraction d'uranium », des projets menés par la Commission européenne en vue de la réalisation d'une étude intégrée d'impact sur l'environnement et d'une étude de faisabilité concernant la remédiation environnementale des anciens sites d'extraction d'uranium de Min-Kouch, de Chekaftar (Kirghizistan), de Digmaï et de Tabochar (Tadjikistan), et des projets prometteurs qu'il est prévu de mettre à exécution dans le cadre du compte pour la remédiation environnementale des anciens sites de production d'uranium,

*Notant* l'importance que revêt le plan-cadre stratégique de remise en état des anciennes installations d'extraction d'uranium en Asie centrale, élaboré par le Groupe de coordination pour les anciens sites de production d'uranium de l'Agence internationale de l'énergie atomique et approuvé en 2017 par les autorités compétentes des Gouvernements kirghize, ouzbek et tadjik<sup>1</sup>,

*Prenant note* du fait que les autorités compétentes du Kirghizistan, de l'Ouzbékistan et du Tadjikistan, l'Agence internationale de l'énergie atomique, la Commission européenne et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, qui ont signé la préface du plan-cadre stratégique le 19 septembre 2017, appuieront et favoriseront l'adoption d'une approche concertée des activités de remédiation menées en Asie centrale de manière à obtenir des résultats sûrs et durables,

*Notant* que de nombreux sites d'enfouissement des déchets d'uranium et d'autres déchets radioactifs extrêmement dangereux sont situés dans des zones densément peuplées de pays d'Asie centrale,

*Notant également* que plusieurs bassins de résidus miniers sont situés dans des zones d'activité sismique, à proximité de centres urbains et en bordure de grands fleuves dans la région, et sont exposés au risque de catastrophes naturelles,

*Réaffirmant* les droits fondamentaux à la vie et à un niveau de vie suffisant, et le droit de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible, et soulignant à cet égard qu'il faut limiter les effets des catastrophes naturelles et anthropiques dans les zones proches des sites d'enfouissement des déchets d'uranium et des bassins de résidus miniers, afin d'éviter des pertes en vies humaines et des conséquences néfastes pour la santé, à la fois immédiates et à long terme,

*Notant* qu'il faut informer le public en temps voulu lorsque des travaux de prévention des risques radiologiques sont menés en Asie centrale,

*Considérant* qu'en dépit des efforts faits par les États d'Asie centrale à l'échelle nationale et de l'appui fourni dans le cadre de programmes et de projets internationaux visant à décontaminer les anciennes mines d'uranium et les bassins de résidus miniers, plusieurs États continuent de faire face à de graves problèmes sociaux, économiques et environnementaux liés à ces sites,

*S'efforçant* de contribuer à renforcer la sécurité et la sûreté des matières radioactives,

*Exprimant sa reconnaissance* aux pays donateurs, en particulier l'Allemagne, les États-Unis d'Amérique, la Fédération de Russie, la Finlande, le Japon, la Norvège, la Suisse et la Tchéquie, aux organisations et aux institutions financières internationales et régionales, dont le Programme des Nations Unies pour le développement, l'Agence internationale de l'énergie atomique, l'Organisation pour

<sup>1</sup> Agence internationale de l'énergie atomique, *Strategic Master Plan: Environmental Remediation of Uranium Legacy Sites in Central Asia* (Vienne, 2017).

la sécurité et la coopération en Europe, l'Union européenne, la Communauté d'États indépendants, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, le Fonds pour l'environnement mondial, la Banque mondiale et d'autres organisations et institutions, pour l'aide qu'ils fournissent en vue de résoudre les problèmes posés par les résidus d'uranium dans la région de l'Asie centrale,

*Soulignant* qu'il faut qu'une approche concertée préside à la remise en état des anciens sites de production d'uranium, en particulier en Asie centrale, et accueillant avec satisfaction les initiatives multilatérales prises par la communauté internationale pour mettre en commun les ressources et trouver des moyens de contribuer au règlement des problèmes liés aux bassins de résidus d'uranium en Asie centrale,

*Soulignant également* qu'il importe de coopérer à l'échelle régionale pour assurer la régénération de l'environnement en Asie centrale, cette coopération devant entre autres permettre de mobiliser des compétences, d'échanger des informations, des pratiques optimales et des données d'expérience concernant la gestion des zones contaminées par des rayonnements dans cette région et ailleurs, notamment dans le cadre de programmes de formation appropriés, et de tirer parti de l'expérience acquise, en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement, pour prendre en compte la dimension humaine des activités de préparation et de relèvement en cas d'accident ou de situation critique susceptible de produire des effets transfrontières, sur d'anciens sites de production d'uranium,

*Tenant compte* du fait que les gouvernements et les populations des États d'Asie centrale sont conscients de l'existence d'un risque de catastrophe naturelle ou anthropique et des conséquences qu'aurait une telle catastrophe, à l'échelle mondiale, pour la vie et la santé d'un grand nombre de personnes, et pour l'environnement,

*Tenant compte également* de l'intérêt qu'il y a à réviser régulièrement, à des fins d'actualisation, la résolution de l'Assemblée générale intitulée « Le rôle de la communauté internationale dans la prévention des risques radiologiques en Asie centrale »,

1. *Considère* qu'il importe de mener des travaux de remédiation dans les zones contaminées par d'anciennes usines d'extraction d'uranium ;

2. *Considère également* qu'il faut concevoir et promouvoir des programmes et des projets efficaces permettant de gérer de manière responsable et sûre les déchets radioactifs et toxiques en Asie centrale ;

3. *Salue* le rôle joué par la communauté internationale dans la prévention des risques radiologiques en Asie centrale, et souligne qu'il importe d'adopter des mesures, notamment préventives, pour régler le problème posé par les déchets radioactifs et toxiques et pour procéder à la remédiation des zones polluées, dans le respect des normes de sûreté les plus élevées et conformément aux meilleures pratiques au niveau mondial;

4. *Prend note* des initiatives prises récemment pour appuyer l'élaboration et la mise en œuvre de programmes de régénération dans les zones désignées comme prioritaires ;

5. *Demande* à la communauté internationale d'aider les États d'Asie centrale à résoudre les problèmes posés par les bassins de résidus d'uranium, et souligne l'importance que revêt la coopération régionale dans les domaines prioritaires suivants : amélioration du cadre législatif dans le respect des normes internationales ; gestion et maintien à des seuils d'innocuité des résidus d'uranium et des autres résidus radioactifs et toxiques ; remédiation des bassins de résidus miniers et élaboration et mise en œuvre de programmes et de projets concrets destinés à améliorer le contrôle de leur sûreté ; sensibilisation de l'opinion ; adoption de mesures empêchant l'accès

aux matières contaminées ; mise en œuvre de mesures socioéconomiques, sanitaires et humanitaires de nature à renforcer la qualité et le niveau de vie de la population dans les régions où se trouvent des bassins de résidus miniers ;

6. *Note :*

a) L'importance que revêt le plan-cadre stratégique élaboré par le Groupe de coordination pour les anciens sites de production d'uranium de l'Agence internationale de l'énergie atomique et approuvé par les États d'Asie centrale, qui a été conçu pour harmoniser les projets et montrer à la communauté internationale qu'une démarche fiable et élaborée collectivement présidait à la mise en œuvre de programmes de régénération dans tous les pays d'Asie centrale et que des initiatives avaient récemment été prises pour appuyer l'élaboration et la mise en œuvre de ces programmes dans les zones désignées comme prioritaires;

b) L'exécution concrète, depuis 2013, du programme international ciblé de la Communauté d'États indépendants pour la remédiation des territoires nationaux pollués par les activités d'extraction d'uranium, lequel fait partie intégrante du plan-cadre stratégique ;

c) La nécessité d'élaborer des stratégies visant à informer le public et les autres parties prenantes des programmes de régénération mis en œuvre dans tous les États d'Asie centrale ;

7. *Appuie* les États d'Asie centrale dans les efforts qu'ils font pour élaborer et mettre en œuvre leurs programmes de pays, notamment en mobilisant des ressources nationales, et les encourage à continuer de tenir des négociations bilatérales et multilatérales pour prévenir les risques radiologiques dans la région.

---